

tholique. L'Hon. député de Chateauguay, M. Holton, posa deux questions: Le maître général des Postes, M. Huntingdon, quand il s'est rendu à Argenteuil, avait-il été officiellement chargé de faire cette attaque? L'Hon. M. Mackenzie, premier ministre, approuve-t-il ces remarques?

L'Hon. M. Mackenzie dit qu'il n'a eu aucune conversation avec M. Huntingdon sur le discours qu'il devait prononcer. Quant à la seconde question, il dit simplement qu'il n'approuve nullement les manœuvres qui tendent à introduire des questions religieuses dans la politique. Il croit que l'Etat et l'Eglise doivent être séparés et indépendants l'un de l'autre. C'est là la vraie voie que l'on doit suivre, et il ne peut que regretter que les remarques de l'hon. ministre des postes aient été mal comprises. Il n'approuve nullement de telles remarques, mais il croit que chaque député de la Chambre, dans sa propre province a le droit de discuter les questions locales. Il a trop de confiance en M. Huntingdon pour croire qu'il serait disposé à blesser volontairement les sentiments religieux de qui que ce soit.

L'Hon. M. Holton dit qu'il n'a pas demandé au premier ministre son opinion. Il veut savoir s'il approuve les remarques de M. Huntingdon, parce que ce dernier a dit que si son parti ne l'approuvait pas il résignerait.

M. Masson, député de Terrebonne, dit que le discours de M. Huntingdon et sa lettre ont été approuvés par une grande partie de la presse, de celle qui appuie le gouvernement actuel. Il regrette ce discours, car il fuit des hommes modérés pour sauvegarder les intérêts du pays. Il critique le discours et dit que les conservateurs de Québec désirent respecter, comme il convient, les opinions du clergé dans toutes les questions matérielles, et rien de plus. Il demande si nous ferions, aujourd'hui, partie de l'empire Britannique, si le clergé fut toujours resté dans la sacristie.

L'Hon. M. Cauchon dit qu'à son arrivée à Ottawa, vers le milieu de janvier, il s'est rendu immédiatement au bureau de l'Hon. M. Mackenzie, pour l'informer que le discours de M. Huntingdon l'avait placé dans une fausse position comme catholique, qu'il ne pouvait souscrire aux principes énoncés par M. Huntingdon, et qu'il désirait savoir si l'Hon. Ministre, en cette occasion, exprimait les sentiments du Gouvernement Fédéral ou les siens propres. L'Hon. M. Mackenzie répondit sans hésitation, que M. Huntingdon n'avait parlé en cette circonstance, qu'en son propre nom... L'Hon. M. Cauchon répudia le discours prononcé par M. Huntingdon. Il est nécessaire, dit-il, que la religion ne soit pas mêlée à la politique.

"Je pense, dit l'Hon. M. Huntingdon, qu'à cette phase du débat, il est à propos que je fasse quelques remarques. J'ai prononcé à Argenteuil un discours qui a soulevé généralement la discussion. Ce n'est pas un discours religieux; ce discours, en tant que ce qui me regarde, n'a nullement trait à la religion; il roule sur des sujets que je n'ai nullement l'intention de discuter dans cette Chambre, parce que je regretterais de suivre l'exemple de mon prédécesseur, et d'aller aussi loin sur le terrain de la discussion religieuse. C'est un discours prononcé par moi-même, dans ma province natale, la province de Québec, devant le peuple que je pourrais appeler mon peuple, sur un sujet qui le concerne et que je regarde comme très important. Aucun membre du gouvernement n'est responsable de ce discours, et j'ai le droit d'exprimer à des opinions individuelles au milieu de mes propres gens. Les opinions que j'ai émises sont mes opinions à moi, je les avais alors comme aujourd'hui, et

lorsque j'entends des personnes, comme mon honorable ami le député de Montréal Centre, (M. Devlin), dire qu'elles en sont peinées, je regrette qu'elles n'aient jamais lu la lettre qui établit clairement que je n'ai pas été plus loin qu'on veut bien le dire.

"Dans la province de Québec, il y a une grande aptitude dans la lutte politique, et les choses en sont arrivées à un point que c'est devenu un crime que d'être libéral catholique. Je ne connais pas assez de théologie pour discuter ce point, mais je pense que l'hon. juge en chef Dorion est pour le moins aussi bon chrétien et meilleur chef que l'hon. député de Terrebonne qui est le chef titré des ultramontains. Embrassant du regard le grand conflit qui se produit dans le Bas Canada et me trouvant parmi mes gens, au milieu desquels je désire exercer une certaine influence—ce que je leur déclarai alors en termes clairs,—je leur parlai de la crainte que j'avais des ultramontains et leur demandai de prêter leur appui aux libéraux de la Province de Québec.

"C'est là le court et le long de ce que j'ai dit. Je leur ai dit, ce que je dis encore aujourd'hui, ce qu'ils devaient faire; je crois qu'ils le feront, et j'espère que les libéraux de Québec ne seront pas effrayés lorsque la Chambre presque entière décidera que pareils sentiments doivent être répudiés. Je le répète, je n'ai pas honte de mon alliance avec les libéraux de Québec. Comme moi, ils ont appuyé les institutions libres contre des influences tellement personnelles que l'hon. député de Charlevoix n'a pas osé dans son propre comté faire un discours comme celui qui a été prononcé par l'hon. député de Montréal Centre. Je ne veux pas discuter plus longuement mon discours. Ça été simplement un appel à mes compatriotes par lequel je leur ai signalé ce que je crois être un danger pour le pays et leur ai demandé d'appuyer ceux qui proclamaient des opinions que je crois saines en politique. Je n'ai pas honte de ce discours, mais je regrette qu'il ait soulevé ce débat, et je le regrette d'autant plus qu'il a placé un ami comme l'honorable député de Québec Centre dans une embarrassante position. Je n'ai pas parlé en ma qualité de ministre, mais comme bas-canadien et comme citoyen de cette province.

"J'ai dit là ce que je répète ici. Je répète que la vraie ligne de conduite que la population anglaise doit suivre, est de s'allier aux libéraux de Québec, dans les efforts qu'ils font pour maintenir les institutions libres.

L'Hon. M. Langevin, député de Charlevoix, dit que M. Huntingdon a insulté les catholiques et a fait tout en son pouvoir pour exciter une guerre religieuse. Il a blesé les sentiments du parti qu'il appelle ultramontain et il pense que le Gouvernement devrait désavouer ses doctrines, mais il ne le fera pas. Il vante la loyauté des catholiques de la Province de Québec qui ont souvent élu des hommes professant une religion différente. Il croit que l'hon. maître général des postes regrettera son discours tant qu'il vivra.

L'Hon. M. Langevin dit que M. Huntingdon veut la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais il devrait se rappeler que l'Eglise et l'Etat sont souvent en conflit, comme dans le cas d'un divorce, comme il s'en présentera un durant la Session. M. Langevin conclut en disant que les comités de la Province de Québec répudieront les doctrines de M. Huntingdon et réduiront en une minorité la majorité du Gouvernement.

L'Hon. M. Huntingdon dit qu'il ne tient nullement ses collègues responsables de ses opinions. En considérant le grand conflit qui existe à Québec, il a demandé aux Anglais-protestants de s'unir aux libéraux. Il maintient les